



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

2^{ème} Edition des Rendez-vous de Bercy

**Discours de clôture de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Bercy

Mardi 22 janvier 2019

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Chers amis,

Le plus difficile dans un débat, c'est de le conclure. Je le dis pour ces Rendez-vous de Bercy. Mais nous avons aussi un grand débat national qui est en cours et il est évident que c'est la conclusion qui importera le plus.

Je voudrais d'abord remercier chacun d'entre vous d'y avoir participé activement, remercier **Muhammad Yunus** qui nous a accordé cet entretien, remercier **Melinda Gates**, remercier tous les chefs d'entreprises, économistes et responsables politiques qui ont participé à cette journée, remercier tous les jeunes qui sont présents ici et qui apportent aussi leur regard sur ce grand défi de la réinvention du capitalisme.

Je n'aurai pas la prétention de mettre tout le monde d'accord. J'ai beaucoup apprécié la vivacité du débat tout à l'heure. Je pense que la France a besoin de débattre, que les Français ont besoin de débattre entre eux, d'exprimer leurs idées, leurs convictions et que trop souvent chacun est dans son petit cénacle à débattre entre soi, là où au contraire la vérité viendra de débats beaucoup plus larges, beaucoup plus ouverts que ce que nous avons l'habitude de faire, débats entre générations, débats entre spécialistes. Je crois à ce croisement des idées et à ce croisement des intelligences pour trouver une porte de sortie, non seulement pour la France mais aussi pour le modèle économique sur lequel nous vivons.

Ce modèle économique a très bien fonctionné pendant des décennies. Pendant plus de 60 ans, le monde a été prospère, le capitalisme a apporté une prospérité inédite à beaucoup de nations. Il a réduit les inégalités entre beaucoup de nations et quand on voit la manière dont certains États se sont redressés, ont vaincu le chômage de masse, ont permis l'alphabétisation d'une partie de leur population, on se dit qu'un chemin considérable a été parcouru depuis 60 ans. Je le dis parce que nous ne sommes pas ici pour instruire le procès du capitalisme.

Nous sommes ici pour inventer un nouveau capitalisme car depuis quelques années, nous voyons bien que la promesse de la prospérité pour tous n'est pas tenue. Et c'est bien ça, aujourd'hui, qui ne fonctionne pas : la promesse de la prospérité pour tous, qui est celle de notre modèle économique n'est plus tenue. Elle n'est plus tenue d'abord parce que la croissance mondiale ralentit. Elle ralentit en Chine, elle ralentit en Europe, elle ralentit dans la zone euro. Elle n'est plus tenue également parce que les inégalités retrouvent tout d'un coup une puissance qui est sans précédent. Je reprends les mots de **Gaspard Koenig** : « *Les inégalités sont sans précédent dans l'histoire du monde peut-être parce que justement, les innovations technologiques sont, à l'époque où nous sommes, sans précédent dans l'histoire du monde.* » Et la concentration de richesses à laquelle ces inégalités conduisent - le rapport d'Oxfam le dit de manière très claire - sont non seulement moralement inacceptables mais elles sont surtout économiquement inefficaces. Et **Muhammad Yunus** le disait très bien : « *Si nous n'y prenons pas garde, nous allons vers un désastre total* ». Parce qu'un capitalisme qui se traduirait par toujours plus d'inégalités, toujours plus de conflits, toujours plus de rivalités ne nous mènera absolument nulle part. On se dit toujours : « *Ca peut continuer encore un peu, il ne se passera rien* » jusqu'au moment où, spectaculairement, explose un conflit ici ou un conflit là et où l'on s'aperçoit, parfois trop tard, qu'il est temps de réagir.



Nous sommes à un moment de bascule historique. Chacun en a parfaitement conscience : plus rien ne sera jamais comme avant. Il y a un vieux monde qui meurt et il y a un nouveau monde qui naît. On peut essayer de se raccrocher au vieux monde. Nous serons tous perdants et ceux qui en France se raccrochent désespérément aux branches de ce vieux monde entraînent la France vers l'abîme.

L'idée par exemple que la solution, ce serait le protectionnisme, la fermeture des frontières, le repli sur soi, que l'économie française s'en sortirait toute seule, que les industries nationales seraient à même d'investir dans les nouvelles technologies sans s'appuyer sur nos partenaires européens, ces idées-là mèneront à l'appauvrissement de notre pays. L'idée qu'il faudrait toujours plus de dépenses publiques pour remédier à ces défis actuels mènera aussi à l'appauvrissement du pays. On ne redresse pas un pays et on n'invente pas l'avenir d'un pays avec des idées qui ont échoué et des idées qui sont mortes. Le protectionnisme, le repli sur soi, l'augmentation systématique des dépenses publiques et de la dette, nous avons essayé, ça ne marche pas.

Il vaut donc mieux essayer autre chose, essayer de relever de manière différente tous ces défis qui ont été parfaitement mentionnés au cours de nos débats : les défis de l'immigration, les défis du changement climatique, les défis de la nouvelle fiscalité, les défis de la révolution technologique. Ces défis qui viennent tous à la fois dans ce grand moment de bascule historique, nous devons les traiter chacun à notre échelle.

Il y a l'échelle nationale. C'est le projet de loi que nous sommes en train d'examiner sur la croissance et la transformation des entreprises, dont ont très bien parlé **Antoine Frérot** ou **Jean-Marc Borello** et qui va introduire la responsabilité sociale des entreprises, qui va permettre à nos PME de grandir. Ce sont toutes les mesures que nous prenons depuis maintenant 18 mois avec le président de la République pour simplifier le marché du travail français, pour alléger la fiscalité sur le capital. Parce que je veux bien qu'on nous dise : « *Il faut des nouvelles technologies, il faut être leaders en matière d'intelligence artificielle, de batterie, de santé, d'immunologie thérapeutique* », mais pardon d'être très simpliste : cela coûte cher, très cher. Le décryptage du génome, les thérapies d'immunologie en matière de cancer, tout ça, ce sont à chaque fois des milliards d'euros d'investissements. Et si nous voulons que notre économie réussisse, que nos industries innovent, il faut que le capital soit disponible et qu'il ne soit pas trop taxé. C'est ce que nous faisons donc à l'échelle nationale : rendre possible de nouvelles opportunités, rendre possible la responsabilité sociale des entreprises, sans imposer les choses mais en ouvrant des possibilités.

Il y a une deuxième échelle, c'est celle de l'Europe. Je crois profondément à la construction européenne. Je crois profondément que l'Europe est la seule échelle à partir de laquelle nous pouvons apporter des solutions aux attentes de nos compatriotes en termes d'emploi, de prospérité, d'éducation, de capacité à construire son destin et de réaliser tout simplement la vie que nous voulons réaliser. Mais reconnaissons humblement que nous ne sommes pas armés, en Europe, dans l'état actuel des textes et du droit pour faire face à ces défis.

Regardez le débat que nous avons actuellement, pour rejoindre l'actualité, sur la fusion entre Alstom et Siemens, qui sont deux grands constructeurs ferroviaires français et allemands. Nous appliquons sur cette fusion un droit de la concurrence qui n'a pas été modifié depuis 2004, c'est-à-dire depuis 15 ans. Nous allons appliquer à ce projet de fusion, qui doit construire un géant ferroviaire européen, des règles qui n'ont pas été modifiées depuis 15 ans. Nous construisons le XXI^e siècle en Europe avec les règles du XX^e. Eh bien ! Il est temps que cela change, parce qu'en 15 ans, pour ne prendre que l'exemple du ferroviaire, nous avons vu émerger un géant chinois, CRRC, dont le chiffre d'affaires est le double de celui d'Alstom et de Siemens réunis. Un géant chinois qui a un marché captif derrière lui de 26 000 kilomètres de lignes à grande vitesse et très grande vitesse.



Nous en avons 9 000 sur toute l'Europe. Un géant chinois qui construit 200 trains à grande vitesse ou très grande vitesse chaque année. Alstom et Siemens en font 35 à eux deux chaque année. Alors, nous pouvons continuer à appliquer au XXI^e siècle, en Europe, les règles du XX^e siècle. Nous pouvons nous opposer à la réalisation de géants industriels. Mais ne nous étonnons pas que depuis Airbus, c'est-à-dire depuis plusieurs décennies, nous n'ayons pas été capables de faire émerger un seul géant industriel en Europe. Notre échec est là.

Il est temps que l'Europe prenne en main son destin, adapte ses règles, soit capable de disposer des outils nécessaires pour se battre face aux deux grands concurrents que seront la Chine et les États-Unis. Bismarck - pour prendre une référence européenne - disait très bien que dans un jeu à trois puissances, il valait mieux être une des deux. Eh bien ! C'est ce que je souhaite à l'Europe, sans quoi nous serons broyés entre les États-Unis et la Chine. Et dans le conflit commercial qui s'est ouvert, qui pourrait désormais se conclure entre Washington et Pékin, j'aimerais bien que l'Europe ne fasse pas les frais ni d'une guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, ni d'un accord entre la Chine et les États-Unis en matière commerciale, qui laisserait l'Europe de côté, nos technologies, nos investissements, nos industries et l'accès aux marchés. L'Europe doit comprendre que personne ne lui fera de cadeau et que c'est à elle de trouver les ressources nécessaires au fond d'elle-même pour porter un projet différent, nouveau, qui réponde aux attentes de nos compatriotes.

Enfin, à l'échelle mondiale, notre objectif, c'est bien celui qui a été abordé tout au long de cette journée: de réinventer le capitalisme pour répondre à ces défis très lourds qui sont devant nous. Personne n'acceptera un capitalisme qui détruirait la planète ou dont la croissance reposerait sur la destruction des ressources de la planète. Ce sont des choses très concrètes.

Nous ne pouvons pas accepter que la finance, demain, continue comme si de rien n'était à financer les centrales à charbon, des énergies polluantes dont nous ne voulons plus. Or je ne dis pas que dès aujourd'hui il faut que toutes les banques françaises ou européennes arrêtent de financer des activités au charbon. Je dis simplement que nous devons prévoir un mécanisme de sortie à long terme pour que le capitalisme, y compris le capitalisme financier, soit en accord avec notre volonté de réduire le réchauffement climatique. Vous tous qui êtes ici, vous avez votre livret de développement durable, vous avez des économies à la banque. Je pense que vous n'avez aucune envie que vos économies servent à l'ouverture de nouvelles centrales à charbon. Cela ne correspond pas à votre volonté, cela ne correspond pas à notre vision du capitalisme. Voilà ce qu'il faut inventer.

Même chose sur la fiscalité. Je veux bien qu'on continue à taxer massivement des entreprises industrielles qui ont des taux de marge de 2 ou 3 % très limités, dans l'entreprise manufacturière par exemple, tout en laissant d'autres grandes entreprises qui ont des niveaux de capitalisation boursière de 800, 900 ou 1.000 milliards de dollars avec des taux de fiscalité moindres. Mais dans ce cas-là, soyons clair, nous n'arriverons jamais à financer nos biens publics, nos services publics, nos écoles, nos crèches, nos hôpitaux. C'est à tout cela que nous devons penser pour refonder ce nouveau capitalisme.

Le président de la République a souhaité inscrire cette ambition au cœur du G7. Nous avons, nous, la France, la présidence du G7 cette année. C'est une opportunité exceptionnelle pour porter nos idées et mettre sur la table cette idée de la lutte contre les inégalités et d'une croissance qui permette de résoudre les inégalités et de les réduire. Et pour cela, il faut avoir des objectifs concrets. Et je voudrais vous dire ici, au-delà des débats qui ont eu lieu ce matin, qui vont nourrir notre réflexion : quels sont les objectifs concrets que nous nous sommes fixés dans les prochains mois, avec le président de la République, pour discuter avec Américains, Japonais, Allemands, Italiens, Canadiens, de ce que pourrait être, demain, la croissance mondiale.



La première des inégalités, je viens d'en parler, c'est l'inégalité fiscale. Vous avez très faim parce que c'est l'heure du déjeuner. Vous sortez de Bercy pour vous acheter un sandwich. Eh bien, le marchand de sandwiches ou le boulanger chez lequel vous irez, paie 14 points d'impôt de plus que Google, Amazon, Facebook ou qu'un géant du numérique chinois. Voilà la réalité fiscale actuelle. On peut se dire : « *c'est comme ça, il n'y a rien à faire* ». Ou bien, on peut se dire, comme nous le faisons depuis 18 mois, que les choses ne peuvent pas continuer comme ça. C'est injuste et c'est inefficace. Nous avons donc décidé de mettre en place une taxation des géants du numérique, au niveau national. Elle sera adoptée dans un projet de loi spécifique d'ici quelques semaines. J'en ai présenté déjà les grands contours mais je souhaite que nous allions plus loin. D'abord au niveau européen pour que nous ayons dès le mois de mars une directive européenne sur la taxation des géants du numérique et pour que nous nous saisissons du G7 pour poser aussi cette question de la fiscalité internationale : comment taxer justement le digital ?

Il y a aussi une autre question que je mets en priorité absolue de notre G7 : comment lutter contre l'évasion fiscale ? Comment mettre fin à des procédures fiscales qui sont tout simplement inacceptables et qui pourtant sont légales ? Une grande entreprise, une grande multinationale, qui est installée aujourd'hui dans un paradis fiscal ou dans un État qui a un niveau d'impôt sur les sociétés beaucoup plus faible que celui que nous avons en France ou en Allemagne ou en Italie ou en Espagne, parce qu'ils pratiquent le *dumping fiscal*, peut faire rapatrier les profits de sa filiale installée en France vers son paradis fiscal et faire de l'évasion fiscale. Nous voulons mettre fin à cette évasion fiscale qui révolte nos compatriotes et nous devons mettre en place une taxation minimale au niveau du G7 pour lutter contre cette évasion fiscale.

La deuxième priorité, c'est de définir des règles d'investissement communes à toutes les grandes nations, pour lutter aussi contre ces inégalités dans les investissements internationaux. Aujourd'hui, quand vous voulez investir dans un pays qui est en grande difficulté, un pays qui est en développement, vous devez respecter des règles. En gros et pour faire très simple : n'allez pas investir massivement si le pays est déjà surendetté parce qu'ensuite, si vous prêtez de l'argent à ce pays, il ne peut pas le rembourser. Et pour vous rembourser sa dette, 5 ans, 10 ans ou 15 ans plus tard, il est obligé de vous vendre ses infrastructures. Et ce pays surendetté, faiblement développé perd sa souveraineté. Nous, Européens, nous nous interdisons ce genre d'investissements et nous limitons nos investissements dans les pays qui sont trop surendettés ou en difficulté économique pour qu'ils ne perdent pas leur souveraineté. D'autres nations ne respectent pas les mêmes règles et vous voyez bien qu'à terme, cela peut conduire à la mainmise de certaines nations, de certains continents, sur des continents entiers. Nous ne pouvons pas continuer comme cela et nous voulons des règles d'équité pour que les investissements obéissent à des règles de responsabilité et permettent une croissance souveraine des États qui sont concernés. C'est la deuxième priorité que nous fixons pour ce G7 : de l'équité en matière d'investissements internationaux pour respecter la souveraineté des États.

La troisième priorité, je l'ai évoquée rapidement tout à l'heure, c'est le contrôle de la concentration capitaliste excessive de certaines entreprises, qui peut conduire à leur domination politique et économique. Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, nous avons des entreprises qui sont aussi puissantes que des États, qui ont des niveaux de capitalisation boursière comparable au PIB des plus grands États de la planète. Quand vous avez 800, 900 ou 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière, vous avez un niveau de puissance financière comparable à celui de très grands États de la planète. Quand vous créez votre propre monnaie, puisque ces entreprises aujourd'hui sont en train de créer leur propre monnaie virtuelle, vous vous arrosez une puissance qui est comparable à celle des États. Quand vous faites de la recherche en matière médicale par exemple avec votre entreprise, vous vous mettez sur des sujets qui peuvent être au cœur de la souveraineté des États. Quand vous vous donnez les moyens de forcer certains secrets numériques ou de maîtriser des données personnelles avec votre entreprise, vous vous donnez aussi la même puissance que celle



Des États, à une différence majeure : c'est que les États, les responsables politiques, sont soumis à votre volonté et que nous ne sommes que les dépositaires de la volonté générale, là où les entreprises ne sont que les dépositaires de la volonté de leurs actionnaires. Il faut donc rétablir un équilibre de puissance et se pencher sur cette question de la concentration capitaliste de certaines très grandes entreprises. C'est un débat que nous avons en Europe. Je peux vous dire que c'est aussi un débat qui est très vif aux États-Unis et nous sommes totalement déterminés, avec nos alliés américains, à nous pencher sur ce sujet.

La quatrième priorité, c'est la réduction des inégalités elles-mêmes au sein des pays développés. Nous ne pouvons pas accepter que les écarts salariaux ne cessent de grandir au sein des entreprises. Ce n'est pas le capitalisme que nous voulons. Il est parfaitement légitime que dans une entreprise, il y ait une échelle des salaires et que certains responsables soient mieux rémunérés que d'autres parce qu'ils ont des responsabilités plus importantes. Il est parfaitement normal que pour attirer les meilleurs talents, que ce soit des ingénieurs, des codeurs, il y ait, pour ces talents indispensables, des niveaux de rémunération élevés. Mais lorsque les écarts salariaux atteignent des sommes vertigineuses, c'est le consensus social dans l'entreprise et dans la société qui est remis en cause.

Nous avons introduit dans le projet de loi PACTE, dont je vous ai parlé, un rapport d'équité qui sera obligatoire pour les plus grandes entreprises, pour définir le salaire médian et faire la transparence totale sur le salaire médian dans l'entreprise. Pour donner des informations nécessaires sur ces écarts salariaux, je propose que ce rapport d'équité devienne demain un rapport d'équité européen et que cette règle devienne une règle européenne. Je propose également que nous débattions de cette question du rapport d'équité au sein du G7. Nous mettrons sur la table la question des écarts salariaux et du rapport d'équité au sein du G7, c'est-à-dire le club des 7 plus grandes économies de la planète.

Voilà les quelques éléments que je voulais vous présenter en conclusion de nos travaux. Une fois encore, n'ayant pas la prétention de mettre un terme à la discussion mais au contraire la volonté d'ouvrir de nouvelles discussions, je voudrais simplement insister sur ce moment de bascule historique dans lequel nous sommes.

Je comprends les craintes de ceux qui trouvent que tout va trop vite, que les changements technologiques vont trop vite, que la transformation des rapports de puissance va trop vite. Qui aurait pensé, il y a 15 ou 20 ans, que la Chine serait capable d'explorer la face cachée de la Lune, qu'elle serait désormais l'un des pôles de puissance majeurs en termes d'intelligence artificielle, sur les algorithmes, sur le nombre de chercheurs, sur l'accumulation des données ? Qui aurait pensé que des entreprises qui avaient 30 ou 40 millions de dollars de capitalisation boursière atteindraient en quelques années 1.000 milliards de dollars de capitalisation boursière ? Qui aurait pensé que l'Europe puisse être menacée de disparition par ses divisions alors qu'elle paraissait un continent stable et prospère il y a seulement quelques années ?

Eh bien ! Dans ces moments-là, j'estime que la responsabilité de chaque citoyen, c'est de se saisir du débat politique. La politique est une des réponses à ces défis. La politique au sens le plus noble du terme. Pas les affrontements et les jeux politiques entre partis et personnalités qui se rejettent la responsabilité, ne pensent qu'au passé, ne pensent qu'à rejeter la responsabilité de ce qui arrive sur les décisions passées. Non, la politique dans ce qu'elle a de plus noble et de plus intéressant, c'est-à-dire construire un avenir commun et y travailler ensemble, en discutant, en échangeant, en confrontant les opinions, pour arriver à trouver une voie de passage qui nous permette de sortir plus forts de ces moments de grande transformation.



Je suis convaincu, au plus profond de moi-même, que la carte de la France est une carte maîtresse en ces moments de grands bouleversements parce que parmi les mille atouts dont dispose la France, que ce soit des atouts technologiques, financiers, entrepreneuriaux, elle en a un qui est singulier, particulier et qui est particulièrement adapté à ces temps de grands changements : c'est la créativité. Nous avons un génie créatif français. Eh bien, je pense que dans ces temps de grands bouleversements, il est plus que jamais temps de s'appuyer sur ce génie créatif français pour forcer les portes de l'avenir et construire une France, une Europe et un monde meilleurs.

Merci à tous.